LIBÉRÉE, ENFIN, AU BOUT D'UNE LONGUE ATTENTE

La révision constitutionnelle ou l'événement phare de 2016

La nouvelle année qui a démarré, hier vendredi, sera incontestablement marquée du sceau du projet de révision constitutionnelle que le président de la République a, enfin, décidé de libérer au bout d'une longue attente.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une vieille promesse que Abdelaziz Bouteflika avait faite dans son discours à la nation d'avril 2011 dans le sillage de ce qui est appelé «printemps arabe» qui venait d'entamer son œuvre dévastatrice par-ci et émancipatrice par-là, d'abord par la Tunisie, l'Egypte puis la Libye voisines avant d'étendre ses tentacules à d'autres contrées semant mort, destruction et désolation.

Sauf que, s'apercevant que le risque d'une contamination était évacué par la grâce de soutiens sociaux tous azimuts que l'aisance financière de l'époque permettait, mettant ainsi fin à la fameuse révolte de l'huile et du sucre, le chef de l'Etat a préféré temporiser, maintenant sciemment un suspense dont il raffole. Ceci même s'il a organisé trois rounds de concertations, le premier mené par le président du Conseil de la nation, le second par le Premier ministre et le tout dernier par Ahmed Ouyahia qui venait d'être rappelé par le Président comme son directeur de cabinet.

Des conciliabules que le gros de l'opposition, celle qui s'est dotée à l'issue du conclave de Zéralda du 10 juin 2014, prônant depuis une transition démocratique pacifique et négociée, et nombre de personnalités nationales, avait boycottés. Seuls les partis du pouvoir et autres organisations et personnalités qui lui sont de tout temps acquis se sont déplacés au palais d'El-Mouradia. Le projet que le président de la République a annoncé pour ce mois de janvier, lui consacrant même deux conseils restreints, le dernier en date remontant à lundi dernier, à l'occasion duquel il a validé le texte qui sera adressé dans «les prochains jours» aux partis politiques, associations et personnalités qui ont participé aux consultations sur le projet avant d'être soumis au vote du Parlement, après avoir au préalable été validé par le Conseil des ministres. Il polarise et polarisera l'attention et fera l'actualité, surtout que les boudeurs des concertations y afférentes le considèrent comme un non-événement, estimant que la situation de crise que vit le pays exige un tout autre traitement dont la réforme constitutionnelle ne constitue qu'un maillon et que le projet devrait être le plus consensuel possible avec sa soumission à l'approbation populaire via un référendum. Tout le contraire de ce que soutiennent les partisans du chef de l'Etat qui ne cessent de promettre que la nouvelle Constitution annoncée et dont on ignore encore la mouture finale, eux qui refusent d'entendre parler de crise, est porteuse de profonds changements à même de consacrer davantage l'exercice démocratique et l'Etat civil cher au secrétaire général du FLN. Censé constituer un événement phare dans la vie d'un pays, avec des débats menés par des spécialistes de tous bords et des hommes politiques, dans un esprit consensuel où tous les Algériens se retrouveront, comme cela se fait de par le monde, le projet de révision constitutionnelle a tout l'air de constituer un autre chantier de raté du président de la République. En ce sens qu'il ne fera qu'épaissir et accentuera davantage le différend entre le pouvoir en place et l'opposition.

Photo : Samir Sid

Abdelaziz Bouteflika.

M. K.

2015, une année charnière dans la lutte antiterroriste

A l'heure où la communauté internationale, après avoir longtemps fermé les yeux, a décidé de se liguer de manière plus significative contre Daech, la lutte antiterroriste en Algérie en est au début de la fin de la nébuleuse que constituait jusqu'à il y a quelque temps encore Al-Qaïda au Maghreb, si on se réfère à tout ce qui a émaillé le pays sur le plan sécuritaire durant cette année.

Une année marquée par une multitude de coups portés par les unités de l'ANP à des groupes terroristes surtout sur les territoires connus pour être encore des zones où, bien que les dispositifs de surveillance fassent partie du décor local depuis les années quatre-vingt dix, des groupuscules se signalent, certes pas autant qu'il y a quelques années, mais dont la présence est tout de même notable, comme c'est le cas par exemple sur le vaste territoire englobant les trois wilayas de Kabylie et leur voisine Boumerdès, ou encore plus à l'ouest, à Aïn Defla où d'ailleurs l'acte terroriste qui a le plus marqué les esprits a été commis.

D'un bourg de la wilaya d'Aïn Defla, une embuscade tendue aux éléments de l'ANP sonnait comme un douloureux rappel que la guerre contre le terrorisme n'était pas encore gagnée. Un fait que confirmait d'ailleurs un mois plus tôt le haut commandement de l'armée, lorsqu'il rendait public le bilan de toutes les opérations menées lors des six premiers mois de cette année.

Des statistiques qui en disaient long sur la réalité de la question sécuritaire, même si l'ANP pouvait se targuer, notamment, d'avoir étouffé les velléités d'intrusion de l'Etat islamique en Algérie du fait de l'affaiblissement d'Aqmi. De ces statistiques établies à la fin du premier semestre de cette année, l'ANP faisait état de 102 terroristes neutralisés dont plus de la moitié l'ont été sur le territoire de la 1re Région militaire, principalement le triangle constitué de Boumerdès, Bouira et Tizi-Ouzou. En tout, ce sont 150 armes que les militaires ont réussi à récupérer lors de ces opérations lors desquelles, également, pas moins de 653 engins explosifs ont été détruits dont 381 l'ont été, toujours, sur le territoire de la 1re Région militaire. Des chiffres qui ont donné lieu à une multitude d'interprétations, mais tout le monde s'est accordé à dire que la lutte antiterroriste avait pris un cours de toute évidence décisif, quelques mois plus tôt, après la mise hors d'état de nuire de celui qui s'était autoproclamé «mentor» de la branche de l'Etat islamique sur le territoire algérien, Abdelmalek Gouri, l'auteur avec d'autres dissidents d'Al-Qaïda au Maghreb de l'enlèvement puis l'assassinat du touriste français Hervé Gourdel sur les hauteurs entre Bouira et Tizi-Ouzou. Une intrusion sur la scène sécuritaire qui allait, donc, donner un nouveau contour à la lutte contre les groupes terroristes localisés dans cette partie du pays. En effet, un dispositif qui s'est avéré d'une efficacité comme elle n'a jamais été observée en Kabylie où, depuis l'avènement des GIA de triste mémoire, on était pourtant habitués aux déploiements de l'armée. Depuis, cela fait plus d'une année, les troupes de l'ANP sur le terrain, en dehors de l'embuscade de Aïn Defla lors de laquelle onze militaires avaient péri, les facultés de mouvement des groupes terroristes n'ont jamais semblé aussi restreintes. Et pourtant, les craintes de voir le maillage établi par le commandement de l'ANP se desserrer avec l'engagement de forces dans d'autres contrées, étaient fondées, eu égard à la tournure prise par les événements, au plus haut point préoccupants, chez nos voisins à l'est et dans le Sahel.

Photo : Samir Sid

La vigilance des éléments de l'ANP a porté ses fruits.

Une situation, à l'est et au Sahel, qui requiert à ce jour toute l'attention, comme en attestent les toutes dernières sorties des unités encore stationnées au nord, en Kabylie et les wilayas du littoral à l'est du pays notamment, ainsi que dans le grand Sud, où se sont multipliés ces dernières semaines les opérations du genre de celles qui portent des coups très durs aux groupes terroristes, comme cela a été le cas il y a trois jours à Azeffoun, dans la wilaya de Tizi-Ouzou où deux vétérans du terrorisme, passés par les GIA et tous les groupes qui lui ont succédé, ont été abattus.

A. M.